

UNE AUTRE REFORME

Nous voulons vous adresser notre position quant aux projets qui naissent un peu partout de s'opposer à la loi LRU par un « autre projet », « une autre réforme ». Nous estimons pour notre part que rien de tel ne peut être envisageable.

La charte de la FSE rappelle bien que « Le système éducatif est un rouage du système capitaliste en tant que producteur et reproducteur de la division en classe de la société, ainsi que de l'exploitation qui en résulte. La forme de ce système éducatif (ecclésiastique, républicain jacobin, libéral, ...) se modifie pour s'adapter aux mutations de la société dans son ensemble. Or la traduction de ces modifications n'est autre que la série des réformes successives imposées par les gouvernements. [...]». En effet, l'université ne peut pas être considérée comme un organe indépendant de la société. De la même manière que la FSE refuse de faire des étudiants une catégorie en soi, de la même manière nous ne serions comprendre l'université autrement que comme un des rouages du système capitaliste. Cependant, à l'intérieur de cette institution, des espaces progressistes ont été arrachés par les luttes sociales qu'il s'agit de préserver. C'est précisément ce que veulent détruire les capitalistes

Pour faire croire à sa légitimité la classe dominante a à son service plusieurs armes, notamment celle de l'idéologie qu'elle met à son service. Ainsi nous rabat-on les oreilles avec la notion de mérite ou avec l'idée que la compétition serait une donnée innée de l'homme, etc. L'université n'est rien de plus qu'un des organes au service de cette domination idéologique. Le propre des réformes qui arrivent (LMD, LRU, plan licence, ...) est que l'université devient plus évidemment encore et un peu différemment au service de la bourgeoisie. Elle a désormais pour mission supplémentaire de fournir une main d'œuvre formatée selon les besoins du marché.

Le gouvernement justifie cette nouvelle forme de soumission de l'université au patronat en disant que de toute façon, il fallait une réforme, puisque, c'est chose connue, l'université allait mal. Ce postulat relayé amplement par toute la presse bourgeoise (de « gauche », comme de « droite »), le gouvernement a toute latitude pour faire passer en bloc ses réformes.

Quand le gouvernement dit qu'il faut une réforme, il a raison : si on se place de son point de vue, c'est-à-dire de celui de la bourgeoisie, alors il faut en effet réformer.

La FSE ne se bat pas pour de prétendues bonnes réformes ; les réformes actuelles ont intégralement pour objectif de soumettre l'université aux intérêts immédiats du patronat. La FSE porte des revendications qui correspondent aux intérêts des étudiants et des travailleurs. Elle se bat pour mettre l'université au service des travailleurs.